

DEPARTEMENT DU MORBIHAN

COMMUNE DE PLOEMEL

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX


Objet de la consultation

Réaménagement des espaces publics et de la voirie

Rue de la Gare, de Kerivallan et la rue Joseph de Pévédic

Lot unique : Voirie – Eaux pluviales – Espaces verts

ACTE D'ENGAGEMENT

 Espace Innova Parc Tech. de Soye 1 rue Galilée 56 270 PLOEMEUR Tél. : 02 97 83 99 00 Fax : 02 97 83 68 94	N° Affaire	4 54 0340					Etabli par	Vérifié par	Date du contrôle
	Date	Juin 2013					HJU	BLD	Juin 2013
	Indice								

ACTE D'ENGAGEMENT

MARCHE N°

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Maître de l'Ouvrage

**Commune de Ploemel
(Département du Morbihan)**

Réaménagement des espaces publics et de la voirie
Rue de la Gare, de Kerivallan et la rue Joseph de Pévédic
Lot unique : Voirie – Eaux pluviales – Espaces verts

Date du marché	
Montant T.T.C.	
Imputation	

Marché passé en application des articles du Code des Marchés Publics

Maîtrise d'Oeuvre :
ARTELIA
Espace Innova
Parc Technologique de Soye
1 rue Galilée
56 270 PLOEMEUR

Personne représentant le Pouvoir Adjudicateur Monsieur le maire de la commune de Ploemel
Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du Code des Marchés Publics :Mairie de Ploemel – 56400 Ploemel

Comptable public assignataire des paiements : Mr le percepteur de Ploemel

(1) Voir modèle annexé

ACTE D'ENGAGEMENT

1. CONTRACTANT(S)

Je soussigné, ⁽¹⁾

Nous soussignés, cotraitants conjoints **[OU]** cotraitants solidaires

- après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés,
- après avoir fourni les certificats, attestations et déclarations prévus aux articles 44, 45 et 46 du CMP,

☐ **M'ENGAGE** sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies. L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le Règlement de la Consultation.

☐ **NOUS ENGAGEONS** sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les travaux dans les conditions ci-après définies. L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le Règlement de la Consultation.

⁽¹⁾ Voir modèle annexé

2. PRIX

2.1. LE MOIS « MO » D'ETABLISSEMENT DES PRIX ET LES MODALITES DE REVISION OU D'ACTUALISATION DES PRIX SONT FIXES AUX ARTICLES 3.4.2. ET SUIVANTS DU C.C.A.P.

2.2. REMUNERATION (MARCHE SUR BORDEREAU DE PRIX)

Les travaux et prestations faisant l'objet du présent marché sont rémunérés par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires du bordereau de prix.

Sur la base ainsi définie le montant des travaux et prestations faisant l'objet du présent marché, tel qu'il résulte de l'application du bordereau des prix unitaires aux quantités indicatives portées dans le détail estimatif, est évalué à :

Montant hors T.V.A. : Euros

T.V.A. 19,60 % : Euros

Montant T.V.A. incluse : Euros

Montant en lettres :
.....
.....

La répartition globale du marché entre les différents membres du groupement des Entreprises co-traitantes est la suivante :

Entreprises	Montant H.T.	Montant T.V.A.	Montant T.T.C.
TOTAL			

3. DELAI(S) D'EXECUTION

Les travaux seront exécutés dans le délai global de mois (délai plafond : 4 mois), période de préparation incluse (article 4.1 du CCAP).

Ce délai part à compter de la date fixée par ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Ce délai pourra être décomposé en autant de phases que l'imposeront les conditions techniques de réalisation. En conséquence, des ordres de services prescriront les délais partiels d'intervention, dont la somme ne sera pas supérieure au délai global consenti.

4. PAIEMENTS

4.1. PAIEMENT DE L'AVANCE

☐ J'accepte (nous acceptons) de percevoir le versement de l'avance prévue à l'article 5.2 du CCAP.

☐ Je renonce (nous renonçons) de percevoir le versement de l'avance prévu à l'article 5.2 du CCAP.

(Cocher une des options)

4.2. COMPTE(S) A CREDITER

Le Maître de l'Ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du (des) compte(s) suivant(s) :

1^{er} Compte :

- Intitulé (ou titulaire) du compte :
- établissement bancaire :
- lieu :
- code banque :
- code guichet :
- n° de compte :
- clé RIB ou RIP :

2^{ème} Compte :

- Intitulé (ou titulaire) du compte :
- établissement bancaire :
- lieu :
- code banque :
- code guichet :
- n° de compte :
- clé RIB ou RIP :

Le Maître de l'Ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter leurs montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Mention(s) manuscrite(s)

« LU ET APPROUVE »

Signature(s) de(des) L'Entrepreneur(s)

FAIT en un seul original

A

Le

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Est acceptée la présente offre pour valoir Acte d'Engagement.

Elle est complétée par les annexes suivantes :

☐ Annexe n° relative à la présentation d'un sous-traitant (ou DC4)

☐ Annexe n° relative aux demandes de précisions ou de complément sur la teneur des offres (ou OUV 6)

☐ Annexe n° Relative à la mise au point du marché (ou OUV 11)

☐ Autres annexes (à préciser)

A _____, Le

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur

DATE D'EFFET DU MARCHÉ

Reçu notification du marché

Le

Le Titulaire

Reçu l'avis de réception de la notification du marché signé le par le Titulaire destinataire le (date d'apposition de la signature ci-après).

Pour le Représentant du Pouvoir Adjudicateur

ANNEXE AU CADRE D'ACTE D'ENGAGEMENT

Formules à utiliser par les Entrepreneurs candidats pour compléter l'article 1 - Contractant

- * le contractant est une *Entreprise individuelle* Utiliser la formule A
- * le contractant est une *Société* (ou un groupement d'intérêt économique) Utiliser la formule B
- * le contractant est un *groupement d'Entrepreneurs solidaires / conjoint*..... Utiliser la formule C

A Monsieur : _____ Nom et prénoms

- agissant en mon nom personnel

domicilié à : _____ Adresse complète et numéro de téléphone

- immatriculé(e) à l'INSEE :

* numéro d'identité d'Entreprise (SIREN) : _____

* code d'activité économique principale (APE) : _____
numéro d'inscription au Registre du Commerce (1) : _____

B Monsieur : _____ Nom et prénoms

- agissant au nom et pour le compte de la Société : _____ Intitulé complet et forme juridique de la Société

- ayant son siège social à : _____ Adresse complète et numéro de téléphone

- immatriculé(e) à l'INSEE :

* numéro d'identité d'Entreprise (SIREN) : _____

* code d'activité économique principale (APE) : _____
numéro d'inscription au Registre du Commerce (1) : _____

C1 Monsieur _____

2 Monsieur _____

3 _____

Dans le cas d'un groupement d'Entrepreneurs, chaque Entrepreneur (1), (2), ... de ce groupement doit compléter la formule C en utilisant :

- * la formule A, s'il s'agit d'une Entreprise individuelle,
- * la formule B, s'il s'agit d'une Société (ou d'un groupement d'intérêt économique)

Les Entreprises ci-dessus étant groupées solidaires / conjointes et l'Entreprise étant leur mandataire (2).

- (1) Remplacer, s'il y a lieu "Registre du Commerce" par "Répertoire des Métiers"
- (2) Cette clause est à remplir aussi bien lorsque le groupement d'Entrepreneurs solidaires est candidat pour la totalité du marché (ou pour le lot principal) que lorsqu'il est seulement candidat pour un lot accessoire

ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance (1)

ANNEXE n°

MARCHES PUBLICS ET ACCORDS-CADRES

DC4

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE¹

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant.

Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

■ Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics (nantissements ou cessions de créances) :

(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation. En cas d'allotissement, préciser également l'intitulé de la consultation.)

C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante.)

- ☐ une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

¹ Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi.

D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.]

E - Identification du sous-traitant.

■ Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie et numéro SIRET :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

■ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

■ Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct *(article 115 du code des marchés publics)* :

(Cocher la case correspondante.)

☐ NON

☐ OUI

F - Nature et prix des prestations sous-traitées.

■ Nature des prestations sous-traitées :

■ Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

- Taux de la TVA :
- Montant maximum HT :
- Montant maximum TTC :

■ **Modalités de variation des prix :**

G - Conditions de paiement.

■ **Compte à créditer :**

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ **Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :**

■ **Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :**

☐ NON

☐ OUI

(Cocher la case correspondante.)

H - Capacités du sous-traitant.

Récapitulatif des pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières :

-
-
-
-
-
-

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

Le sous-traitant déclare sur l'honneur, en application des articles 43 et 44 du code des marchés publics et des articles 8 et 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 modifiée relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics :

a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 2^{ème} alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2^{ème} alinéa de l'article 433-2, 8^{ème} alinéa de l'article 434-9, 2^{ème} alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article 441-8, 441-9, 445-1 et 450-1 ; ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

i) que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;

j) fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;

k) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 116 du code des marchés publics, en produisant en annexe du présent document :

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,
OU

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 106 du code des marchés publics qui est joint au présent document ;

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A , le A , le

Le sous-traitant :

Le candidat ou le titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A , le

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice :

L - Notification de l'acte spécial au titulaire.

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A , le